

BUREAUX: RUE NAIN, 1.

Roubaix, Tourcoing:
Trois mois. 12 f.
Six mois. 23
Un an. 44

L'abonnement continue, sauf avis contraire

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT: J. WEROUX

Le Nord de la France:
Trois mois. 12 f.
Six mois. 23
Un an. 44

ANNONCES: 15 centimes la ligne.
RECLAMES: 25 centimes.
On traite à forfait.

On s'abonne et on reçoit les annonces: A. ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A. TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place; A. LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée; A. PARIS, chez MM. Havas, Lafitte-Bullier et Cie, place de la Bourse, 2; A. BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 12 DÉCEMBRE 1870

Voir aux dernières nouvelles

Dépêches télégraphiques

(Service particulier du Journal de Roubaix)

(Voie belge.)

Abbeville, 7 décembre, soir.
Les Prussiens sont toujours à Amiens. Détachement à Picquigny.
Quelques uhlands parcourent l'arrondissement pour faire des réquisitions.

Dépêches prussiennes.

Le Daily-News publie la dépêche suivante:
Berlin, 9 décembre.

Parmi les membres du Parlement de l'Allemagne du Nord circule une lettre du comte de Bismark, dans laquelle le chancelier nie qu'il soit opposé au bombardement de Paris.

On annonce aujourd'hui que dans un conseil de guerre tenu mardi dernier et auquel le roi, le prince royal, le comte de Moltke, le général Blumenthal, etc., assistaient, la question de bombarder Paris a été de nouveau discutée et résolue affirmativement.

Berlin, 11 décembre.

Officiel. — Versailles, 10 décembre. — Après les combats des derniers jours, du repos devait être accordé pour le 10 décembre aux troupes qui opèrent sur la Loire; mais l'ennemi a essayé le matin avec des forces considérables, de prendre l'offensive. Il a été repoussé, après un combat qui a duré jusqu'au soir et auquel a surtout pris part l'artillerie. Quelques centaines de prisonniers sont restés entre nos mains.

Le général Manteuffel annonce que Dieppe a été occupé par ses troupes, le 9 au soir.

Une partie de la 3e division du chemin de fer de campagne, ainsi que 30 hommes d'infanterie ont été surpris à Ham. Ce point a été abandonné.

Berlin, 10 décembre.

Au sujet de l'impatience qui se manifeste de plusieurs côtés de ce que le bombardement de Paris se fait toujours attendre, on fait observer que la supposition d'après laquelle ce retard devait être attribué à des influences particulières, est complètement dénuée de fondement.

Ce retard repose uniquement sur des motifs militaires.

Les nouvelles levées de la landwehr sont destinées à former une nouvelle division de réserve qui se joindra à l'armée opérante.

En Allemagne, des voix s'élèvent pour qu'on en finisse avec le siège de Paris autrement que par la famine, afin de briser les dernières résistances de la France et de consolider définitivement les victoires remportées jusqu'ici par les armées alliées. Mais par quels moyens? L'attaque de vive force entraînerait une effroyable effusion de sang, et son succès serait douteux; le bombardement n'est pas possible, depuis que, en armant les forts de Paris de canons à gros calibre, les assiégés ont réussi à repousser le cercle des positions ennemies.

La Gazette de la Croix, qui n'aime pas à en convenir, et qui s'était élevée jadis contre la pensée que le roi Guillaume pourrait, par humanité, ne pas bombarder la ville que ses forces étreignent, est aujourd'hui de calmer les impatiences qui s'élèvent autour d'elle en insistant sur la nécessité d'attendre, sans mesures extrêmes, l'effet de celles dont on poursuit l'application. Elle est d'avis que le bombardement, qui aurait pu faire de l'effet sur la population de Paris, au début du siège, pourrait en ce moment ranimer la force de résistance et coûter d'énormes sacrifices.

LE LUXEMBOURG PROVINCE PRUSSIENNE.

S'il était besoin de démontrer avec quelle persistance la politique prussienne poursuit l'exécution des projets qu'elle

forme, ce qui se passe en ce moment fournirait un nouvel argument.

Des négociations ont lieu actuellement à La Haye, on le sait, entre la Hollande et la Prusse, en vue de la cession à cette dernière, par le grand duc du Luxembourg, du petit coin de terre pour la possession duquel la guerre a failli éclater en 1867, et elles sont déjà assez avancées pour qu'on les regarde à Berlin comme terminées, et qu'on songe à prendre, en même temps, possession formelle de Strasbourg, de Metz et du Luxembourg.

Ainsi, au moment même où l'un des ministres prussiens déclare au Reichstag que la nouvelle Confédération allemande aura un caractère essentiellement défensif, le chef de cette Confédération songe à acquiescer, d'un prince qui ne cède qu'à une pression à laquelle il est incapable de résister, un petit pays dont il a reconnu lui-même la neutralité, mais dont la possession lui ouvre les portes de Bruxelles et d'Amsterdam!

Cela démontre combien ont raison les politiques qui voient la Prusse actuelle, irrésistiblement entraînée par ses succès de 1866 et de 1870, et ne se contentant ni du Schleswig, ni du Hanovre, ni de Nassau, ni de la Hesse, ni de l'Alsace et de la Lorraine qu'elle veut garder et qu'elle considère et traite déjà comme un pays conquis, se répandre sur tous les pays voisins, mettre la main sur la Hollande et la Belgique qu'elle convoite, faire du Danemark une province prussienne, réclamer le canton de Neuchâtel et étendre le bras vers les provinces allemandes de l'Autriche... Certes, si l'on réfléchit un instant, on trouvera que les faits justifient cette opinion.

Qu'on ne demande pas en vertu de quel droit, pour quel motif la Prusse réclamerait ces divers territoires; qu'on n'objecte pas qu'elle a elle-même par traité, garanti la neutralité de certains d'entre eux; les prétextes seront aisés à trouver, et quant aux traités, elle vient d'apprendre le cas qu'on en fait, et saura bien, au besoin, suivre l'exemple de la Russie et déclarer simplement qu'elle ne se regarde plus comme liée par eux.

En ce qui concerne le Luxembourg, auquel nous revenons, et que M. de Bismark, pour une raison ou pour une autre, n'a pas osé revendiquer en 1867, bien qu'il y ait été poussé vivement, qu'on se rappelle le violent discours prononcé au Reichstag par le chef des nationaux libéraux, M. de Bennigsen, lorsque la nouvelle du traité franco-hollandais se répandit, — les prétextes pour l'annexion ou l'acquisition ne manquent pas.

Déjà exposés, en 1867, par les soins du bureau de la presse prussienne, dans quantité de brochures, et dans tous les journaux dont ce bureau dispose, ils viennent d'être repris dans ces derniers temps avec une ardeur significative, et un journaliste connu pour être persona gratissima, au ministère des affaires étrangères à Berlin, Rud. Gottschall, les a résumés dans un article qu'il a publié le 1er novembre, dans la revue Unsere Zeit, et qui porte ce titre: Le retour du Luxembourg à l'Allemagne.

Nous n'avons pas l'intention de suivre le publiciste berlinois dans ses raisonnements ni de les discuter, la question a déjà été, nous le croyons, suffisamment traitée. Nous ne relèverons pas la singulière ironie que renferment les dernières lignes de l'article, lignes dans lesquelles M. Gottschall promet aux Luxembourgeois l'amour que l'Allemagne porte, ainsi que Strasbourg peut en témoigner, à ses enfants égarés.

Nous ne nous fatiguerons pas enfin à vouloir prouver à l'auteur, que c'est précisément parce que le Luxembourg n'a que 46 lieues carrées de 200,000 habitants, parce qu'il s'est séparé de la Confédération germanique en 1866, parce qu'il renferme une forteresse de premier rang qu'on a été si lent à démolir qu'il suffisait de quelques mois pour la réparer, et enfin parce qu'il possède, à raison de sa neutralité des avantages considérables sans avoir beaucoup de charges, que la Prusse ne devrait pas songer à l'obtenir. Il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre et nous perdrons notre peine.

Il nous suffit pour aujourd'hui de relever la contradiction éclatante qui existe entre les déclarations et les actes de la Prusse et de signaler au public le nouveau pas que fait vers l'agrandissement de son territoire la puissance qui écrase en ce moment la France, pour lui arracher deux de ses provinces, et qui livre

de la Loire dans les combats du 7, du 8 et du 9 décembre, une nouvelle et éclatante justification de la confiance inébranlable qui anime les gouvernants français.

En voyant ces jeunes armées se montrer courageuses et vaillantes jusque dans la défaite, on conçoit que le patriotisme français ne désespère pas de vaincre la mauvaise fortune. Quelle cruelle que soit la continuation de la lutte, elle s'explique d'autant plus que Paris démontre héroïque et ferme, et que les généraux Trochu et Ducrot sont secondés par l'élan viril des armées qu'ils ont formées.

La restauration bonapartiste et l'armée française.

Sous ce titre, nous avons déjà reproduit plusieurs lettres émanant d'officiers français internés en Allemagne et protestant énergiquement contre le rôle qu'un journal infâme, le Drapeau, a voulu faire jouer à notre armée prisonnière.

L'Indépendance belge publie aujourd'hui cette autre protestation:

Hambourg, le 2 décembre 1870.

L'armée appartient à la France, elle n'appartient pas à un parti. Prisonnière en Allemagne, par suite de machinations infâmes et ténébreuses, elle ne saurait oublier la honte des capitulations de Sedan et de Metz; elle répudie toute solidarité avec des chefs qui espéraient et espèrent encore rétablir la dynastie napoléonienne sur les ruines de la nation.

Elle n'a qu'une seule pensée, celle de voir finir sa captivité pour s'associer aux efforts des nobles défenseurs qui se sont levés et se lèvent encore pour chasser l'étranger, et avec eux, elle crie:

Vive la République! Vive la France!
Suivent les signatures d'un grand nombre d'officiers.

INFORMATIONS ET NOUVELLES

On écrit du Havre, 7 décembre.

Chaque matin, à cinq heures, des centaines de soldats français de Honfleur, de Pont-Audemer, du Trait. Les fugitifs de Buchy sont ici; espérons que tout cela pourra défendre le Havre. En attendant, les Prussiens s'étendent comme un éventail dans toute la Normandie, la Seine et la Somme formant les deux côtés de l'éventail, la côte maritime le sommet. Ils ont occupé Yvetot et le Trait, et sont maintenant si près du Havre, que la Compagnie du chemin de fer n'envoie aucun convoi au-delà de St-Romain, à trois lieues d'ici. Il est probable qu'ils sont à Dieppe. Hier, 5000 Prussiens étaient déjà à Aulay, à 15 milles de là. Toute la Normandie, à l'exception du Havre, est maintenant en leur pouvoir.

Le duc de Luynes, qui a été tué, il y a eu vendredi huit jours était capitaine d'un bataillon de mobiles. Il chargeait à la tête de sa compagnie quand une bombe lui emporta la moitié de la poitrine, le tuant sur le coup. Il n'avait que 30 ans. Il servait jadis dans les zouaves pontificaux, revint en France et épousa la fille du duc de Bissaccia. Triste coïncidence, le duc de Luynes a été tué le troisième anniversaire de son mariage. Son plus jeune enfant n'est âgé que de six semaines.

On annonce qu'Alexandre Dumas père, est mort le 5 de ce mois à Paris, près de Dieppe, sans aucune souffrance, entouré de ses enfants et petits-enfants.

Le charmant conteur a écrit en sa vie des milliers de romans qui lui ont fait une réputation universelle. Il a été pendant près d'un demi-siècle l'écrivain le plus populaire de l'Europe; ses romans ont pénétré partout, depuis la mansarde de l'ouvrier jusqu'au cabinet de l'homme d'Etat. La nouvelle de sa mort causera d'universels regrets.

Le correspondant du Times à Versailles écrit le 5 décembre:

Dans le courant de la nuit glaciale d'hier et à la lueur resplendissante de la lune, les trois corps d'armée campés à l'extérieur de Paris se sont retirés dans les fortifications et, en même temps, les Français se sont retirés de Champigny, de Brie, de Chenevières et des autres positions qu'ils occupaient entre la Seine et la Marne.

De grands préparatifs avaient été faits pour recevoir la grande sortie, ou plutôt le grand assaut que les Allemands croyaient imminent. Le prince de Prusse avait massé à sa droite soixante-dix bataillons avec une puissante artillerie, et des milliers d'hommes ont dormi hier à la belle étoile sous une bise glaciale. — à Versailles, dix degrés au-dessous de zéro, et, sur un plateau exposé, la température devait être encore plus basse.

On écrit de Reims, 20 novembre, au Moniteur.

Hier, nous avons eu un accident. L'un des membres du conseil municipal de Reims,

obligé, comme notable, à monter sur la locomotive d'un train qui se dirigeait sur Epernay, a été tué dans une collision entre ce train et un autre, qui venait vers Reims. Le choc a été le résultat de la maladresse du mécanicien. On ne peut accuser personne d'avoir voulu commettre un acte de vengeance, et cependant l'homme honorable et inoffensif dont je parle, a été victime des procédés monstrueux que les Allemands emploient contre nous.

Cet accident a accru l'exaspération générale. Depuis quelque temps d'ailleurs, la résistance d'impassibilité et d'inertie que déploie la population chamoisienne, prend des proportions inquiétantes pour les Prussiens. Ils ont ruiné le pays, les communes comme les particuliers, par leurs réquisitions, et, aujourd'hui quand on leur dit qu'on ne peut plus se soumettre à une telle conduite, c'est autant par impuissance que par mauvaise volonté.

Les visages sont devenus sombres, malveillants.

On sent qu'un fardeau trop lourd pèse sur tous les cœurs et qu'un de ces jours il y aura une explosion formidable qui ne pourra qu'attirer sur nous de nouveaux maux, mais que personne n'est plus maître de contenir.

Il convient de dire aussi que les Allemands n'ont rien fait pour se faire supporter. Le sous-préfet prussien, lassé du voisinage du sous-préfet français, lui a dit: Deux sous-préfets ici, c'est un de trop. Et il l'a déclaré prisonnier de guerre, envoyé en Allemagne.

Nos médecins rémois eux-mêmes n'échappent pas à ces vexations. On en a arrêté quatre et on les a expédiés en Allemagne aussi. Pourquoi? parce qu'ils soignent les Français avec plus d'empressement que les Allemands. L'un d'eux a pu s'échapper en route. Enfin, il n'est pas jusqu'au comte de Chevigné, le charmant auteur des Contes rémois, qui n'ait été accusé faussement et expédié sur Dusseldorf, où il est aujourd'hui.

L'Allemagne ne sait pas la haine qu'elle sème ici. Après la paix, il ne sera jamais plus possible à un industriel allemand de se fixer en Champagne, où, avant la guerre, on les comptait par milliers.

SAINT-QUENTIN.

L'enterrement des victimes du passage des Prussiens à St-Quentin a eu lieu mercredi; la tristesse était dans tous les cœurs.

Les Prussiens avaient quitté les environs de cette ville. Cependant mercredi, à 1 heure 1/2, jour du marché, un détachement d'infanterie prussienne, arrivant, dit-on, de Travecy, est venu sur la place de Saint-Quentin avec des chariots dans l'intention de faire des réquisitions. Informés de ce qui s'était passé dans notre ville, ils sont repartis.

Hier, vers 4 heures du soir, on a entendu plusieurs détonations; les Prussiens cherchaient à faire sauter le pont d'Harly.

Ils ont enlevé des rails.

(Courrier.)

LE GÉNÉRAL FAIDHERBE.

On lira avec intérêt, nous n'en doutons pas, la notice biographique suivante qui résume les principaux faits de la carrière du général Faidherbe:

Louis-Léon César Faidherbe, général du génie, gouverneur du Sénégal, né à Lille le 3 juin 1818, fit ses études au collège de cette ville, se fit admettre en 1838 à l'école polytechnique, puis à celle d'application de Metz, d'où il sortit en 1842 avec le grade de lieutenant au 1er régiment du génie. L'Algérie fut le théâtre de ses premières armes: il y séjourna pendant les années 1844 et 1845, revint alors en France, et partit de nouveau, en 1848, pour passer à la Guadeloupe en qualité de capitaine. Habitué à la vie des tropiques et rompu aux questions de colonisation, dont il fit une étude approfondie durant son séjour aux Antilles, il adressa en 1850, une demande au ministère pour être attaché à l'état-major du Sénégal. Aucune place ne s'y trouvait vacante en ce moment, il retourna en Algérie, où il construisit le fort avancé du Bou-Saada, prit part à la campagne de Kabylie sous le général St-Arnaud (1851), puis à l'expédition du général Bosquet dans les hauts plateaux (1852). Les services qu'il rendit lors du désastre qui termina cette dernière expédition, lui valurent la croix de la Légion d'honneur.

A la fin de cette même année, et sur ces sollicitations répétées, il fut envoyé au Sénégal. Dès son débarquement, il se signala par une grande activité dans l'ordre administratif comme dans les faits de guerre. Après deux ans de séjour, il possédait sur les besoins, les dangers, l'économie, la politique pratique de la colonie, des connaissances telles que le ministre de la marine Ducos n'hésitait pas, en l'élevant au grade de chef de bataillon, à lui confier le gouvernement suprême des positions françaises au Sénégal (1854). M. Faidherbe se voua alors